

Dans les semaines qui ont suivi le lancement de l'Initiative, j'ai eu l'occasion de rencontrer un certain nombre de personnes qui m'ont exprimé leurs doutes quant à l'utilité des consultations. « N'avons-nous pas déjà assez discuté ? » m'ont-ils demandé. « Doit-on encore chercher les problèmes? Ne faut-il pas plutôt chercher à les résoudre? » À ces questions je réponds que oui, nous avons déjà une très bonne idée des défis qui nous attendent. En fait, je suis certain que toutes les personnes ici présentes ont de bonnes idées sur la façon d'améliorer nos systèmes de formation, notre situation sur le plan de la R-D, et ainsi de suite. Mais même si la plupart des Canadiens étaient d'accord sur les solutions à apporter, le gouvernement fédéral ne saurait, à lui seul, résoudre tous les problèmes. Les enjeux qui font l'objet de l'Initiative de la prospérité appellent des solutions qui ne peuvent être conçues ou appliquées uniquement par un gouvernement -- qu'il soit fédéral, provincial ou territorial.

La compétitivité et la prospérité doivent faire partie d'un projet qui soit vraiment d'envergure nationale -- un projet qui engage le Canada à long terme. Pour atteindre notre objectif, il faudra que tous les intervenants s'entendent sur les mesures à prendre, non seulement les divers paliers de gouvernement, mais aussi le secteur privé, les syndicats, le milieu universitaire, ainsi que l'ensemble des Canadiens.

Nous devons certainement nous réjouir que M. David McCamus et M^{me} Marie-Josée Drouin aient accepté de coprésider le groupe directeur, dont les membres sont issus du secteur privé, qui mènera les consultations nationales et élaborera le plan d'action. Beaucoup d'entre vous savent déjà que M. McCamus est le président de Xerox Canada -- jusqu'à maintenant, la plus grande partie de sa carrière, dont les derniers dix ans à titre de président-directeur général, s'est déroulée au sein de cette entreprise dynamique et concurrentielle. M. McCamus est aussi président du Forum entreprises-universités, ce qui montre bien son engagement à l'égard des questions qui sont soulevées dans l'Initiative de la prospérité.

Depuis 1973, le nom de M^{me} Marie-Josée Drouin, une économiste de profession, a été associé à l'Institut Hudson du Canada, dont elle est, depuis un certain nombre d'années, la directrice administrative. Il ne fait aucun doute que la vaste expérience de M^{me} Drouin, acquise tant au sein du secteur privé que du secteur public, en Amérique du Nord et en Europe, constituera un atout pour le Groupe.

Les Canadiens comptent sur l'appui de l'AMC et sur celui de ses membres. Le Canada a besoin de votre aide. À ceux qui disent que nous avons déjà mené trop de consultations, que nous connaissons la nature du problème, je réponds que nous devons trouver